

# Déclaration CGT, CFDT, SUD pour le CTP activité du 5 juillet 2006

Nous ne pouvons commencer ce CTP sans rappeler qu'un autre CTP, ministériel, s'est tenu hier. Et qu'il a montré à quel point la situation de notre ministère était tendue : la baisse des effectifs implique les abandons de missions ; les réformes en cours affectent également directement les personnels par les suppressions des travaux, et ils ont montré récemment, notamment aux Douanes, que ces réformes ne peuvent pas se faire sans eux.

La situation à l'Insee n'est globalement pas aussi explosive. Néanmoins lors du CTP Moyen Terme qui ne s'est pas tenu vous avez pu constater par vous-même que l'Institut que vous dirigez est sensiblement différent de l'Insee qui vit dans les établissements.

Tout d'abord des incidents dans certains établissements, entre les directions et les agents sont apparus récemment, assez sérieux et répétés pour que nous estimions utile d'en parler ici. Vous en avez d'ailleurs été tenus informés (pétitions, tracts). Pressions sur les agents, mépris de la direction pour les agents...toutes choses qui peuvent rendre l'ambiance d'un établissement insupportable.

## Personnels

En matière de personnels ensuite. Il faudra tout d'abord résoudre un problème : l'annonce d'une baisse de 100 agents chaque année était déjà insupportable. Dans ce rapport vous annoncez une baisse de 140 agents sur l'année 2005. Y a-t-il d'autres mauvaises nouvelles de ce genre pour les prochaines années ? Pour notre part nous ne nous y résoudrons pas, tant nous sommes attachés à ce que la question des missions prime.

Ensuite, pour des problèmes qui touchent à l'humain. Nous sommes frappés de l'absence des enquêteurs de l'Insee dans le rapport global, même si une annexe fait un bilan de l'activité des DEM. Pourtant des rumeurs courent sur le futur changement d'échantillon maître, qui obligerait à ne plus engager une part importante des enquêteurs actuels. On parle même de 25%, ce qui signifierait de fait 250 licenciements. Inacceptable ! Lors de la mise en place du Recensement rénové, nous avons eu l'assurance de la direction que la nouvelle méthode ne pénaliserait pas les enquêteurs, ou en tout cas à la marge. Nous voulons entendre de vous une assurance sur ce point.

Pour les personnels permanents les questions se posent différemment, mais sont de taille : les campagnes de mobilité interne se font de plus en plus difficilement, à cause du manque de diversité et d'intérêt des postes. La promotion interne est en difficulté : pour la promotions en contrôleur, la formation a connu des ratés pour l'instant pas corrigés. Pour la promotion en attaché, les concours pose un trop grand nombre de contraintes pour être vraiment ouvert à toutes et tous. Pourtant dans ces domaines des solutions sont possibles !

De la même manière, sur la question des postes de travail -et c'est sans doute aussi la raison des difficultés des procédures de mutation- les nouveaux travaux mis en place se réduisent souvent à du traitement de rejet, répétitif, peu motivant. Alors même que ce traitement de cas difficiles impose un coût d'entrée, en terme de formation, important et complexe. Cela est une régression pour l'Insee qui avait su réfléchir et se donner les moyens pour créer des postes valorisants.

Les rumeurs actuelles de généralisation de polyvalence pour les agents de catégorie C ne sont pas faits pour motiver les agents.

Pour terminer sur les personnels nous formulons depuis plusieurs années des demandes de revalorisation salariales qui soient à la hauteur des investissements des agents. La réponse du plan Fonction Publique est largement insuffisante. Nous réitérons donc ces revendications.

### **Indépendance, Europe**

Un autre sujet qui nous tient à cœur est celui de l'indépendance. De l'Insee comme de l'ensemble du système statistique public. Cette année notre action syndicale a été riche en ce domaine, et commune à de nombreux SSM : les pressions subies par les agents de la Dares ont eu des conséquences sur le programme de travail, dans un contexte où les questions d'emploi sont au cœur de l'actualité.

La question du code de bonne pratique est donc posée en France : elle doit donner lieu à un débat public, au sein du CNIS, et déboucher sur de nouvelles garanties pour les statisticiens.

Plus généralement, nous souhaitons toujours que l'Insee s'investisse davantage dans la construction de l'Europe statistique. Pas en prétendant imposer nos méthodes et nos normes, mais en permettant la convergence des différences vers des décisions compatibles avec nos valeurs.

Malgré des améliorations, nous avons le sentiment d'une trop grande timidité des équipes statistiques vis à vis de groupes de travail européens créés. Il conviendrait d'en discuter les raisons et d'y remédier rapidement .

En conclusion, notre appréciation générale sur le rapport d'activité que vous nous avez fourni : nous constatons qu'en plus des omissions factuelles, il manque de perspective politique. Il n'est qu'une description pâle, et incomplète de l'activité de l'Insee, sans que n'y apparaissent ses choix stratégiques, même s'ils existent parfois par défaut. Il est difficile avec un tel rapport d'analyser les conséquences sur la qualité des statistiques et des études des choix d'organisation. Or c'est bien de ça dont nous comptons discuter aujourd'hui.